



Monsieur Gaëtan Rudant  
Directeur régional  
Direction régionale et interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi, du travail  
et des solidarités (Drieets)  
11 Boulevard des Bouvets  
92000 NANTERRE

Le Havre, le 23 août 2024

**Objet :** P.S.E ExxonMobil/Port-Jérôme-sur-Seine

Monsieur le Directeur régional,

Nous souhaitons, par la présente, attirer votre attention sur la situation préoccupante du site pétrochimique ExxonMobil, situé à Port-Jérôme-en-Seine, suite à l'annonce du groupe, le 11 avril dernier, de la fin de ses activités chimiques dans notre département de Seine-Maritime. Une décision qui menace 650 emplois directs et des milliers d'autres si l'on décompte les nombreuses entreprises sous-traitantes travaillant autour et directement impactées par cette décision.

L'enjeu est considérable face au plus grand Plan de Suppression d'Emplois (P.S.E) jamais envisagé par ExxonMobil en France, tant pour l'avenir des salariés concernés que pour les collectivités locales, sans oublier les conséquences sur l'indépendance et la souveraineté de la France.

Le 6 août dernier, l'ensemble des organisations syndicales a refusé de signer le P.S.E proposé par la direction de l'entreprise après une série de réunions de négociations sous tension. En effet, le P.S.E proposé ne garantit pas une porte de sortie vers le haut pour l'ensemble des salariés du site, actant notamment 300 licenciements secs.

Face à ce refus, la direction d'ExxonMobil vous a soumis un P.S.E unilatéral qualifié selon elle comme « *en retrait par rapport au projet d'accord qui n'a pas recueilli de signature et ne pourra donc pas s'appliquer* » faisant ainsi table rase de l'ensemble des négociations.

Nous déplorons d'une part que ce document n'ait été porté à la connaissance des membres du Comité social et économique central que très tardivement, et qu'aucune obligation légale ne permette aux représentants des salariés d'obtenir l'ensemble des informations nécessaires à la mise en œuvre de leurs missions.

Les organisations syndicales et les représentants du personnel ont fait face à un mur durant toute la durée des négociations, la direction de l'entreprise imposant ses conditions et refusant les demandes des salariés en matière de reclassement ou d'indemnisation, malgré des bénéfiques records en France ces trois dernières années, atteignant 677 millions d'euros en 2023, et déjà 116 millions d'euros pour le premier semestre 2024.

.../...

Pourtant des alternatives à la cessation des activités chimiques sur le site de Port-Jérôme-sur-Seine peuvent et doivent être travaillées. Les experts désignés par le Comité Social et Économique Central du groupe en ont élaboré, visant à maintenir tout ou partie des installations en service et à poursuivre les projets de décarbonation. Elles méritent d'être sérieusement envisagées car elles permettraient la pérennisation du site pétrochimique qui emploie, à ce jour, 2000 salariés ExxonMobil ainsi que plus de 5000 emplois sous-traitants.

La décision d'homologation de ce P.S.E revient aujourd'hui à la D.R.I.E.E.T.S.

Celui-ci est en retrait en matière d'incitation au volontariat avec une annulation pure et simple des primes de prévolontariat ainsi que la suppression de la prime de fin de reclassement. Dans la même logique, les aides en matière de retour à l'emploi, de formation et pour la création ou la reprise d'entreprises sont toutes revues à la baisse.

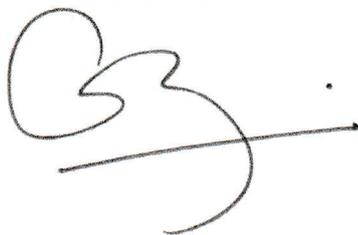
De manière cynique et provocante vis-à-vis des salariés, la direction de l'entreprise a également proposé des mesures d'âge et d'anticipation de départ à la retraite en deçà de celle négociée durant tout l'été.

Il est essentiel, pour le territoire, les salariés d'ExxonMobil comme des entreprises sous-traitantes qui dépendent de l'activité de cette usine, que ce plan aux conséquences terribles soit rejeté et que les négociations reprennent en faveur de la mise en place d'un projet sérieux pour le territoire.

Aussi, nous vous demandons, Monsieur le Directeur régional, de ne pas homologuer ce PSE qui serait dramatique pour tout un territoire et pour les salariés qui luttent pour sauver leur usine depuis des mois, afin que de réelles discussions puissent reprendre avec considération et respect pour tous les acteurs (salariés, entreprises sous-traitantes, collectivités locales) qui mettent leur énergie et se mobilisent depuis 90 ans au service des activités pétrochimiques d'ExxonMobil.

Veillez recevoir, Monsieur le Directeur régional, en l'expression de notre haute considération.

**Céline Brulin**  
*Sénatrice de Seine-Maritime*



**Jean-Paul Lecoq**  
*Député de Seine-Maritime*

